

« Nous attendons toujours une vraie politique de soutien aux associations »

Entretien

Gabriel Attal, le secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation et de la jeunesse, a annoncé le 7 septembre dans « Le Parisien » le déblocage de 28 millions d'euros en faveur des associations. Un effort positif mais très insuffisant selon Philippe Jahshan, le président du Mouvement associatif, qui représente près de 600 000 associations.

- Recueilli Par Nathalie Birchem,
- 09/09/2019 à 08:14

La Croix : Le secrétaire d'État Gabriel Attal a annoncé dans un entretien au [Parisien](#) qu'il débloquait 28 millions d'euros pour les associations. Est-ce à la hauteur du « grand plan » promis par Emmanuel Macron au printemps en réponse au mouvement des « gilets jaunes » ?

Philippe Jahshan : Clairement non. La mesure annoncée n'est pas nouvelle puisqu'elle était déjà contenue dans la feuille de route annoncée par le gouvernement en novembre 2018. Dans cette feuille de route, il était déjà question de budgéter la création de 4 000 postes pour soutenir les associations. Là, il nous dit que ça représente 28 millions d'euros d'ici à 2022. Très bien. Mais, en aucun cas cette mesure ne peut à elle seule tenir lieu de « grand plan » pour la vie associative.

[Associations humanitaires : treize idées pour agir](#)

De même, Gabriel Attal annonce une enveloppe supplémentaire de 2 millions d'euros pour la formation des bénévoles, en plus des 8 millions existants. Nous saluons l'effort mais il est très en deçà des besoins. Pour l'instant, tout cela reste très insuffisant et nous attendons toujours une vraie politique de soutien aux associations. Quatre mois après la promesse d'un « grand plan », le verre reste donc à moitié vide.

Quelles mesures demandez-vous ?

P. J. : En amont de cette feuille de route, en juin 2018, nous avons remis un rapport au premier ministre pour demander les moyens d'une véritable politique associative. Aujourd'hui, le monde associatif connaît de nombreuses mutations et il a besoin d'être accompagné pour les traverser. Pour développer de nouveaux projets associatifs, il faut à la fois de l'argent, des moyens juridiques et de la formation.

Or, le budget du Fonds de développement de la vie associative (FDVA), doté de 33 millions d'euros pour l'instant, reste très faible au regard des besoins de 1,5 million d'associations. Nous demandons une perspective pluriannuelle avec un objectif de 230 millions d'euros d'ici à la fin du quinquennat pour en faire un vrai levier de développement. Il faut aussi transformer ce fonds pour rendre possible des abondements privés.

Gabriel Attal estime, dans le même entretien, que les associations doivent « aller chercher davantage de financements privés ». Qu'en pensez-vous ?

P. J. : La diversification des ressources est nécessaire et les associations le font déjà beaucoup. Quand on regarde le financement de la vie associative, moins de 50 % des recettes proviennent des fonds publics, dont une grande partie par la commande publique. Le monde associatif est donc déjà financé majoritairement par des fonds privés, qu'il s'agisse de dons, de mécénat ou des recettes issues des activités. La croissance de l'activité commerciale pose déjà des questions en termes de pérennité des missions mais aussi de sens de l'action. Elle embarque le monde associatif dans une activité marchande qui n'est pas son premier rôle, notre action devant rester non lucrative et orientée vers l'intérêt général.

En novembre 2017, Édouard Philippe avait annoncé la création d'une « semaine nationale de l'engagement ». Où en est ce projet ?

P. J. : On n'en entend plus parler du tout. C'est dommage même si pour nous, il y a d'autres priorités plus urgentes à traiter. Les Français sont déjà très attachés aux associations et il y a déjà beaucoup d'occasions de mettre en valeur le bénévolat.